

Quand la transparence avance, le politique recule ?

Par Eric MEUNIER

Publié le 24/04/2017

Que d'évènements en lien avec la transparence sur OGM et herbicides ces derniers temps !

Aux États-Unis, la justice a obligé Monsanto à rendre publics des documents internes. Les fameux « *Monsanto Papers* » montrent que l'entreprise avait des alertes internes sur la potentielle toxicité de son produit phare, le glyphosate...

En Europe, la Commission européenne attend d'un comité de scientifiques qu'elle a nommé qu'il se positionne sur le statut des produits issus des nouvelles techniques de modification génétique. Un comité qui a travaillé avec des réseaux d'Académies des sciences européennes, mais qui ne dit pas avec lesquels... Une information pourtant majeure car un de ses réseaux, formé par les académies nationales des sciences des États membres de l'UE (l'Easac), défend une position proche de celle de l'industrie et demande que ces produits ne tombent pas sous le coup de la législation OGM...

Idem pour l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) en France, qui suggère même, pour y parvenir, un changement de définition d'un OGM, comme cela est déjà en cours aux États-Unis. Cela impliquerait une commercialisation... sans étiquetage ! Impossible alors pour le consommateur de savoir ce qu'il achète, pour le producteur de savoir ce qu'il sème, et pour le politique de savoir ce qu'il gère.

Après vingt ans de mobilisation, sur lesquels *Inf'OGM* revient dans ce journal (voir [dossier](#)), la société civile avait obtenu des « victoires » : étiquetage partiel des produits OGM, accès aux données des demandes d'autorisation d'OGM (de manière restreinte néanmoins), localisation des essais en champ... Des « victoires » que certains veulent remettre en cause aujourd'hui. D'aucuns pourraient penser que manifestement, trop de transparence nuit à l'activité économique des entreprises, que la société civile en devient gênante...

Inf'OGM voit dans ces actualités une justification de son travail, de son engagement pour que les nouvelles techniques donnent légalement des OGM obligeant donc un étiquetage et une information transparente ! Et annonce la publication, avant l'été, d'un dossier sur la transparence.